



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV SUD OUEST

2 Chemin de Baillou
Tour TO
33140 Villenave-D'ornon

Références : 26-0197
Code AIOT : 0005200373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST implanté Chemin de Courrejean 33130 Bègles. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV SUD OUEST
- Chemin de Courrejean 33130 Bègles
- Code AIOT : 0005200373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV exploite sur le territoire de la commune de Bègles, chemin de Courréjean (74 avenue Jeanne d'Arc), un centre de tri et de conditionnement de papiers/cartons, plastiques et déchets industriels non dangereux non inertes en mélange.

Il a été autorisé par arrêté préfectoral du 7 juillet 2011.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles et réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	associés à des rétentions		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A titre contextuel la présente visite avait été programmée (par mail), néanmoins l'exploitant n'ayant pas pris note de l'information (pas lu le mail), l'inspection s'est déroulée dans les mêmes conditions qu'une visite inopinée et c'est un agent d'exploitation qui a guidé les inspecteurs sur site et répondu aux différentes demandes. Ceci explique que certains documents n'aient pu être présentés : c'est le cas de l'état des stocks / listing des produits présents sur site.

Il existe des non conformités concernant l'affichage des produits qui ne comportent pas toujours leur mention de danger (pictogramme absent) et l'absence de suivi de certaines rétentions voire leur absence non justifiée dans certains cas. Au vu des quantités présentes sur le site le risque lié à la présence de produit chimique n'est pas le principal risque. Il convient toutefois de s'assurer que les opérateurs exerçant sur site soient au fait des dangers pouvant exister et c'est en ce sens que l'affichage sur site mérite d'être complété. Par ailleurs et dans la même logique, il est demandé à l'exploitant de transmettre les attestations de formation "produits chimiques" des opérateurs intervenant dans les conteneurs de maintenance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la liste des produits dangereux présents sur le site. Les produits chimiques utilisés en interne correspondent aux produits de maintenance des machines et engins de manutention.</p> <p>Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) correspondantes et à jour sont regroupées dans un</p>

classeur dédié. Celui-ci est mis à la disposition des agents intervenant au sein de l'installation et est conservé au niveau de l'accueil du site.

Selon un agent d'exploitation, des formations aux risques chimiques sont dispensées aux salariés.
L'exploitant transmettra les attestations de formation.

Le jour du contrôle, la FDS du produit « CERAN XM 220 » a été vérifiée par sondage : celle-ci, datée du 01 septembre 2021, comporte bien l'ensemble des données nécessaires (phrases de risques, pictogrammes, moyens de lutte incendie à utiliser, conditions de stockage à respecter, mesures à prendre en cas de déversements, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les attestations de formation des salariés aux produits chimiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Durant la visite, les stockages de produits dangereux ont pu être contrôlés. Ceux-ci sont entreposés dans deux conteneurs de maintenance dédiés au sein d'armoires pour les aérosols et les huiles d'entretien de petit volume ou bien en fût munis de rétention pour les huiles de vidange. Par ailleurs, chaque conteneur est muni d'extincteurs à poudre et l'absorbant est disponible dans le conteneur abritant les huiles vidangées.

Une consigne d'utilisation de l'absorbant ainsi qu'une grille d'incompatibilité est affichée dans le local. L'affichage contient le nom de chaque produit. Néanmoins, les mentions de danger (pictogrammes du règlement CLP) sont souvent absentes et l'exploitant veillera à mettre en place un affichage adéquat contenant ces informations.

Seul un produit chimique qui est le fût de graisse servant à l'entretien des machines est présent sur le périmètre des activités ICPE (tri de déchets non dangereux recyclables) dans le bâtiment de

<p>tri. Un fût d'une centaine de litres muni d'une pompe doseuse est effectivement présent sur une extrémité du site. Contrairement à ce qui est préconisé dans la FDS qui semble correspondre (CERAN XM 220 - mais ce point est à confirmer par l'exploitant) le produit ne dispose d'aucune rétention (cf. point de contrôle suivant) et aucune consigne en cas de déversement accidentel n'est affichée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place un affichage adéquat contenant les informations sur le risque chimique des différents produits chimiques stockés sur site. Il comporte en particulier les pictogrammes de danger.</p> <p>Par ailleurs, il met en place une rétention sur le fût de graisse du bâtiment de tri et une consigne en cas de déversement accidentel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Le conteneurs où sont stockées les huiles vidangées contient bien une rétention adéquate aux volumes stockés (440 litres environ le jour de la visite). Toutefois, il est observé que cette dernière est remplie. Il convient de vider cette dernière et s'assurer de la récurrence des opérations de vérification de ces rétentions.</p> <p>Concernant le fût de graisse du bâtiment de tri, le précédent point de contrôle met en évidence</p>

l'absence de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant vide la rétention du conteneur de maintenance. Les demandes concernant le fût de graisse du bâtiment de tri sont établies dans le point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée :
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats :
Aucun produit incompatible n'a été identifié sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats :
L'état de stocks n'a pu être présenté le jour de la visite et il convient que ce type de document puisse être présenté en permanence sur demande de l'inspection y compris en cas de contrôle inopiné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet le dernier état des stocks des produits chimiques disponibles sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois